

CERA

120, rue de Javel
75015 PARIS

Auditeurs & Conseils Associés
Membre de Nexia International
31, rue Henri Rochefort
75017 PARIS

MICROWAVE VISION

Société Anonyme au capital de 711 189 €
Siège Social : 17, avenue de Norvège, 91140 VILLEBON SUR YVETTE
RCS EVRY : 340 342 153

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2012

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012 sur :

- Le contrôle des comptes consolidés du groupe Microwave Vision S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- La justification de nos appréciations,
- La vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union Européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

La note « 3.1.1 Ecart d'acquisition » de l'annexe expose les règles de dépréciation des écarts d'acquisitions. Dans le cadre de notre appréciation des règles et méthodes suivies par votre société, nous nous sommes assurés que les flux de trésorerie futurs calculés, établis sous la responsabilité de la Direction Générale de la société, étaient construits sur la base d'hypothèses cohérentes et vraisemblables, confirmant ainsi la valeur nette comptable des écarts d'acquisition.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

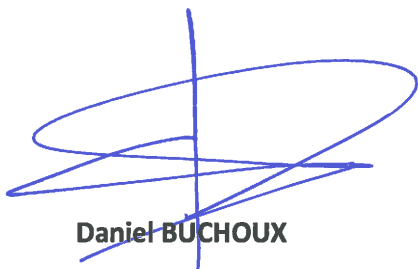
3. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

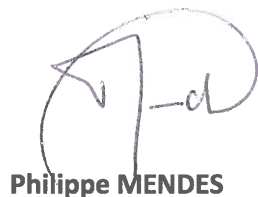
Paris, le 27 mai 2013

CERA
Représenté par



Daniel BUCHOUX

Auditeurs & Conseils Associés
Représenté par



Philippe MENDES



Olivier LELONG



Comptes consolidés annuels au 31 décembre 2012

SOMMAIRE

BILAN CONSOLIDÉ	4
COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ	5
TABLEAU CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE	6
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	7
ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS	8
1. ENSEMBLE CONSOLIDÉ	8
1.1. Identification du Groupe	8
1.2. Organigramme du Groupe	9
1.3. Evolution du périmètre de consolidation	10
2. PRINCIPES COMPTABLES ET MÉTHODES D'ÉVALUATION	11
2.1. règles et méthodes comptables	
2.2. Estimations et jugements	12
2.3. Options retenues en matière d'évaluation et de comptabilisation des actifs et des passifs	12
2.4. Méthodes de consolidation	12
2.5. Conversion des états financiers des sociétés étrangères	13
3. NOTES SUR LE BILAN	13
3.1. ACTIF NON COURANT	13
3.1.1. Ecart d'acquisition	14
3.1.2. Immobilisations incorporelles	14
3.1.3. Immobilisations corporelles	14
3.1.4. Actifs Financiers non courants	15
3.1.5. Actifs d'impôts non courants	16
3.2. ACTIF COURANT	16
3.2.1. Stocks	16
3.2.2. Créances clients et comptes rattachés	17
3.2.3. Autres créances et actifs courants	17
3.3. CAPITAUX PROPRES	18
3.3.1. Capital social et primes d'émission	18
3.3.2. Actions propres	18
3.3.3. Capital potentiel	18
Répartition du capital social	18
3.3.4. Dividendes	19
3.3.5. Réserves	19
3.4. TRÉSORERIE	19
3.5. PASSIF NON COURANT	19
3.5.1. Dettes financières	20
3.5.2. Provision non courant	20
3.5.2.1. Provisions pour risques et charges	21
3.5.2.2. Indemnités de fin de carrière	21
3.6. PASSIF COURANT	19
3.6.1. AUTRES PASSIFS COURANTS	21
4. NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT	22
4.1. Chiffre d'affaires	22
4.2. Charges opérationnelles courantes	22
4.3. Charge liée aux plans de stock options	23
4.4. Résultat financier	23
4.5. Impôts sur les sociétés	23
4.6. Résultat par action	24
5. INFORMATIONS SECTORIELLES	24
5.1. Compte de résultat sectoriel	25
5.2. Bilan sectoriel	25
5.3. Chiffre d'affaires par destination	26
6. INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIÉES	26
6.1. Identification des parties liées	26
6.2. Conventions	26
6.2.1. Relations avec les principaux dirigeants	27
6.2.1.1. Rémunération des mandataires sociaux : Président du conseil d'administration et Directeurs Généraux Délégués	27
6.2.1.2. Plans d'options de souscription d'actions et BSA	27
7. AUTRES INFORMATIONS	27
7.1. Gestion des risques financiers	27

7.1.1. Exposition au risque de taux.....	27
7.1.2. Exposition au risque de change	28
7.2. Engagements hors bilan	28
7.3. Droit Individuel à la Formation (DIF).....	28
7.4. Honoraires versés aux auditeurs.....	28
7.5. Effectifs moyens par catégories au 31 Décembre 2011	28
7.6. Augmentation de capital réalisée au cours de l'exercice.....	28

Bilan consolidé

(en K€)	31/12/2012	31/12/2011
ACTIF		
Ecarts d'acquisition	13 521	11 511
Immobilisations incorporelles	38	298
Immobilisations corporelles	5 333	4 226
Autres actifs financiers		307
Actifs d'impôts différés	3 482	4 069
ACTIF NON COURANT	22 716	20 411
Stocks et en-cours	5 729	4 939
Clients et autres débiteurs	21 977	19 725
Autres créances et actifs courants	4 234	3 064
Valeurs mobilières de placement	1 854	50
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 779	4 537
ACTIF COURANT	37 572	32 316
Actifs détenus en vue d'être cédés		
TOTAL DE L'ACTIF	60 288	52 727

	31/12/2012	31/12/2011
CAPITAUX PROPRES et PASSIF		
Capital	711	711
Primes d'émission, fusion		
Réserves	31 026	29 463
Résultat consolidé	2 503	1 730
Intérêts minoritaires	3 056	2 862
CAPITAUX PROPRES	37 296	34 766
Provisions non courantes	586	474
Dettes financières non courantes	6 478	2 748
Passifs d'impôts différés	76	23
Autres passifs non courants		
PASSIF NON COURANT	7 140	3 244
Dettes financières courantes		971
Provisions courantes		
Fournisseurs et comptes rattachés	9 448	5 663
Autres dettes	6 403	8 083
Passifs financiers courants		
PASSIF COURANT	15 850	14 717
Passifs liés aux actifs détenus en vue d'être cédés	-	-
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DU PASSIF	60 288	52 727

Compte de résultat consolidé

(en K€)	31/12/2012	31/12/2011
Chiffre d'affaires	46 358	44 044
Autres produits de l'activité	49	201
PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES	46 407	44 245
Achats consommés	-14 469	-15 797
Impôts, taxes et versements assimilés	-469	-414
Charges de personnel	-16 535	-14 662
Dotations aux amortissements et provisions	-1 311	-989
Autres produits et charges opérationnels courants	-9 790	-9 229
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	3 834	3 154
Autres produits et charges opérationnelles	-62	-38
Charge liée austock options		
RESULTAT OPERATIONNEL	3 772	3 116
Coût de l'endettement financier net	-386	-353
Autres produit et charges financiers	-76	187
RESULTAT FINANCIER	-462	-166
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	3 310	2 950
Impôts	- 562	- 1 373
RESULTAT NET DES SOCIETES INTEGREES	2 748	1 577
Quote-part dans les résultats des entreprises associées		
RESULTAT NET DES ACTIVITES POURSUIVIES		
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	-	-
RESULTAT NET	2 748	1 577
Attribuable aux :		
Porteurs des capitaux propres ordinaires de la société mère	2 503	1 730
Intérêts minoritaires	245	- 153
Résultat net part du groupe par action - avant dilution (en Euros)	0.7038	0.4865
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession par action - après dilution (en Euros)		
Résultat net part du groupe par action - après dilution (en Euros)	0.7023	0.4721

Tableau consolidé des flux de trésorerie

RUBRIQUES	Consolidé 2012 en K€	Consolidé 2011 en K€
Résultat net consolidé (1)	2 748	1 730
+/- Dotations nettes aux amortissements et provisions (2)	1 312	989
+/- Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés		20
-/+ Autres produits et charges calculés	-	-
-/+ Plus et moins-values de cession		
- Dividendes (titres non consolidés)		
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	4 060	2 739
+ Coût de l'endettement financier net	463	0
+/- Charge d'impôt (y compris impôts différés)	562	1 372
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt (A)	5 085	4 112
- Impôts versé	- 562	- 656
+/- Variation du B.F.R. lié à l'activité (3)	-2 105	1 496
+/- Autres flux générés par l'activité	-	-
= FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE (D8)	2 418	4 952
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	- 3 107	- 1 762
+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	1	16
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières		103
+/- Incidence des variations de périmètre		66
+/- Variation des prêts et avances consentis	-	-
+ Subventions d'investissement reçues	-	-
+/- Autres flux liés aux opérations d'investissement	- 1 235	-
= FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT (E)	-4 341	-1 915
+ Sommes versées aux actionnaires lors d'augmentation du capital :		
- Versées aux actionnaires de la société mère		-1 057
+ Encaissements liés aux nouveaux emprunts	5 423	
- Remboursements d'emprunts (y compris contrats de location financement)	-1 450	-2 051
- Intérêts financiers nets versés (y compris contrats de location financement)	0	0
+/- Autres flux liés aux opérations de financement	0	0
+Augmentation de capital en numéraire		
= FLUX NET de TRESORERIE LIE aux OPERATIONS de financement (F)	3 974	-3 109
+/- Incidence des variations des cours des devises (G)	30	178
= VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE H = (D + E + F + G)	2 021	106
TRESORERIE D'OUVERTURE (I)	3 616	3 510
TRESORERIE DE CLOTURE (J)	5 637	3 616

Tableau de variation des capitaux propres

(en K)	Capital	Réserves	Résultat consolidé	Total part groupe	Total part minos	Total
Capitaux propres au 31 décembre 2011	711	29 463	1 730	31 904	2 862	34 766
Affectation du résultat		1 730	-1 730	0		0
Opération sur capital				0		0
Instruments financiers				0		0
Paiements fondés sur des actions				0		0
Opérations sur titres d'autocontrôle				0		0
Dividendes				0		0
Résultat net de la période			2 503	2 503	245	2 748
Ecart de conversion		-167		-167	-51	-218
Variation de périmètre				0		0
Autres mouvements				0		0
Capitaux propres au 31 décembre 2012	711	31 026	2 503	34 240	3 056	37 296

- Ecart de conversion lié à la consolidation des filiales dont la comptabilité est tenue en devises étrangères selon les règles mentionnées en 3.5 Sur 2012, nous avons enregistré un impact de change du à la conversion du cumul des résultats au cours moyen historique par rapport aux taux de clôture de fin d'année lors de la filialisation de notre établissement d'Atlanta.

Annexe aux comptes consolidés

1. Ensemble consolidé

1.1. Identification du Groupe

Microwave Vision S.A., société mère du Groupe, est une société anonyme de droit français, domiciliée 17 Avenue de Norvège, 91140 VILLEBON SUR YVETTE.

Le groupe Microwave Vision se compose de 2 pôles d'activité :

Un pôle qui détient une technologie qui permet l'analyse rapide des champs électromagnétiques sur toute une ligne d'analyse, voire une surface, si bien que la mesure des champs électromagnétiques s'effectue maintenant dans des délais extrêmement courts comparés aux techniques traditionnelles. Ces équipements s'adressent à toutes les industries utilisant des antennes (spatiales, avioniques ou encore automobiles) et aux acteurs des radiocommunications (opérateurs, départements R&D des fabricants de portables, fabricants d'antennes, laboratoires de contrôle)

Un pôle qui conçoit, fabrique et commercialise des systèmes de mesures d'antennes (base de mesure en champ proche, en champ lointain, bases compactes, bases de mesure de signature électromagnétique) fondés sur une technologie de déplacement mécanique du capteur de mesure. Ces systèmes de mesure sont destinés aux secteurs de la défense, de l'aéronautique, des communications sans fil et de l'industrie automobile.

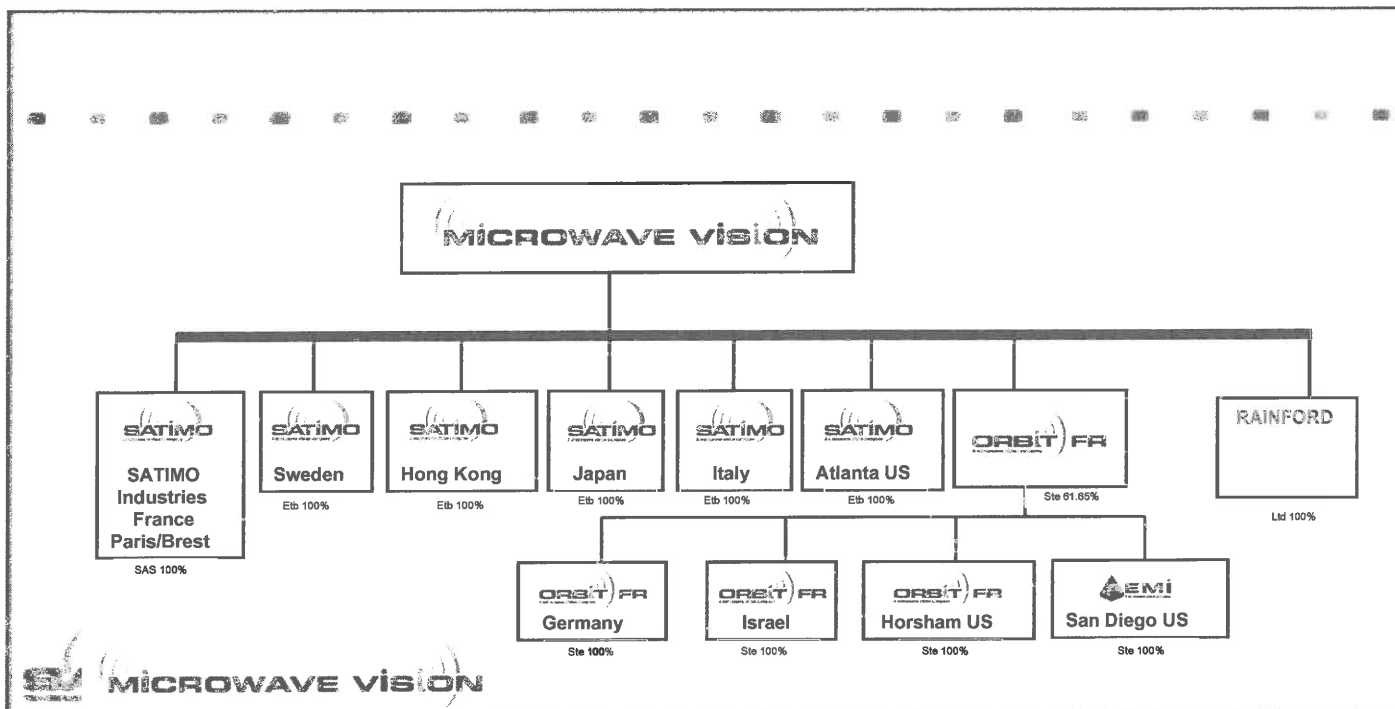
Par ailleurs le groupe Microwave Vision fabrique également des matériaux absorbants destinés à la couverture interne des chambres anéchoïdes qui elles-mêmes constituent un des composants des systèmes de mesure.

La société Microwave Vision, holding du groupe, a été admise à la cote d'Alternext le 30 juin 2005 sous le code ALMIC

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2011 au 31/12/2012.

Les notes indiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels consolidés.

1. 2. Organigramme du Groupe et périmètre de consolidation



NB : La société Satimo Industrie détient une participation de 10% dans la société METRAWARE située à l'adresse suivante : Quartier cime des Vières 84240 CABRIERES D'AIGUES

Microwave Vision SA est la holding du groupe. Outre la direction générale, elle assure les fonctions finance, marketing et commerciales du groupe.

SATIMO INDUSTRIES

Est la société industrielle du pôle SATIMO. C'est elle qui fabrique l'ensemble des systèmes pour les sociétés du groupe MICROWAVE. Cette entité est le centre de R&D le plus important du groupe. En outre elle assure également le support client et la maintenance à chaque fois qu'un établissement étranger ou une filiale en exprime le besoin. SATIMO Industries est implantée sur deux sites, l'un en région parisienne, aux Ulis, et l'autre en Bretagne, à Brest.

MICROWAVE VISION GEORGIA

basé à Atlanta a un rôle commercial et assure la maintenance des systèmes installés sur l'Amérique du nord. Cette implantation a une forte activité de prestations de services. Cette société a été créée sur l'exercice par transfert d'activité de l'établissement d'Atlanta.

Etablissements autonomes MVG SA

SATIMO SUEDE basé à Göteborg a un rôle commercial plutôt dans le domaine du contrôle non destructif.

SATIMO HONG KONG basé à Hong-Kong porte l'activité commerciale du groupe sur la zone Asie. C'est également une base de maintenance pour cette même zone.

MICROWAVE VISION JAPON basé à Tokyo assure le même rôle que l'établissement de Hong-Kong, mais au Japon.

SATIMO ITALIE basé à Rome est une plateforme de fabrication pour toutes les petites antennes. C'est également un centre de R&D qui travaille en partenariat avec SATIMO INDUSTRIES.

LE GROUPE ORBIT est constitué de 5 entités :

Une holding ORBIT FR Inc située aux Etats-Unis à HORSHAM et qui n'a aucun rôle opérationnel.

ORBIT GmbH basé à MUNICH en Allemagne assure la commercialisation des produits ORBIT sur l'Europe, ainsi que la fabrication de certains systèmes spécifiques.

ORBIT LTD basé à HADERA en Israël assure la fabrication pour l'ensemble du groupe des positionneurs et des mâts et leur distribution pour sa région.

ORBIT US situé à HORSHAM aux Etats-Unis en charge de la diffusion des produits ORBIT sur la zone Amérique. Cette entité fait également de l'intégration de matériels fabriqués en Israël.

AEMI US basé à SANTEE aux Etats-Unis est l'entité du groupe qui conçoit et réalise les matériaux anéchoïques pour toutes les sociétés du groupe, y compris celles d'origine SATIMO.

La société RAINFORD

La société est basée en Angleterre à Manchester a été rachetée en juillet 2012. Elle est aujourd'hui détenue à 100% par la société MVG. Elle fabrique des chambres anéchoïde à destination des clients du groupe, et vers le marché de la compatibilité électro magnétique, qui est une des leviers de croissance du Groupe

1. 3. Evolution du périmètre de consolidation

Au 31 décembre 2012, à l'exception de la participation METRAWARE (10% du capital) dont les actifs et passifs sont considérés comme pas significatifs, aucune société détenue directement ou indirectement, majoritairement ou minoritairement, n'est exclue du périmètre de consolidation.

Au cours de l'exercice, le 27 juillet 2012, Microwave vision a acquis 100% de la société Rainford EMC basée à Manchester et spécialisée dans la fabrication de chambres anéchoïdes. Cette société est consolidée depuis le 1^{er} août 2012.

Au cours de l'exercice, l'établissement d'Atlanta aux Etats Unis, a été filialisé, pour devenir MVG GEORGIA. Cette filialisation favorise l'accès au crédit auprès des établissements bancaires américains.

2. Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les états financiers ont été arrêtés le 23 Avril 2013 par le Conseil d'Administration et sont exprimés en milliers d'euros (sauf mention contraire).

Les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2012 sont établis conformément aux normes et interprétations publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et adoptées par l'Union Européenne au 31 décembre 2008. Ce référentiel intègre les normes comptables internationales (IAS et IFRS), les interprétations du comité permanent ou Standing Interpretations Committee (SIC) et du comité d'interprétation des normes d'information financière internationales ou International Financial Reporting Interpretations Committee (IFRIC) telles que publiées par l'IASB au 31 décembre 2008. Ce référentiel est disponible :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission.

Microwave Vision présente pour la cinquième fois des comptes consolidés selon le référentiel IFRS. Les comptes au 31 décembre 2011 présentés en comparatif ont été déterminés selon les mêmes modalités

2.1. Règles et méthodes comptables

Conformément à IFRS 5 « Actifs non courants destinés à être cédés et abandon d'activités », les actifs des activités cédées et en cours de cession et les passifs qui leur sont directement rattachés ont été reclassés au bilan en « Actifs détenus en vue d'être cédés » et « Passifs liés aux actifs détenus en vue d'être cédés ». Lorsque les critères d'IFRS 5 sont remplis, les résultats de cession et les dépréciations consécutives à l'évaluation des actifs en juste valeur nette des frais de cession, sont présentés au compte de résultat en « Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession ».

Les principes comptables appliqués pour les comptes consolidés au 31 décembre 2012 sont identiques à ceux utilisés dans les comptes consolidés au 31 décembre 2011, à l'exception des nouvelles normes et amendements aux normes existantes, entrant en vigueur au 1er janvier 2012 et parues au Journal Officiel de l'Union Européenne à la date d'arrêté des comptes ont été appliqués. Il s'agit des normes suivantes :

- IFRS 7 : « Informations à fournir sur les transferts d'actifs » (norme obligatoire au 1er janvier 2012). Cet amendement ne modifie pas les modalités actuelles de comptabilisation des opérations de titrisation mais précise les informations devant être publiées ;
- IAS 1 : « Présentation des postes des autres éléments du résultat global (OCI) ». Cet amendement est entré en vigueur au sein de l'Union Européenne le 6 juin 2012 ;
- IAS 12 : Impôts sur le résultat – « Impôts différés : recouvrement des actifs sous-jacents », amendement d'IFRS 1 : première application des normes internationales d'information financière – hyperinflation grave et suppression des dates d'application fermes pour les premiers adoptants, IFRS 13 : évaluation de la juste valeur : ces normes ont été adoptées le 29 décembre 2012 et son application obligatoire à compter du 1er janvier 2013 est entré en vigueur au sein de l'Union Européenne le 6 juin 2012 et il est d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2013.

Par ailleurs, le groupe n'a pas appliqué de façon anticipée les dernières normes et interprétations publiées dont l'application ne sera obligatoire qu'au titre des exercices ouverts postérieurement au 1er janvier 2013. Il s'agit des normes et interprétations :

- IAS 19 : « Avantages au Personnel ». Cette norme publiée au JO de l'Union Européenne le 6 juin 2012 est d'application obligatoire au 1er janvier 2013. L'impact en capitaux propres correspond principalement à l'effet d'une modification de régime de retraite intervenue en 2005, net de la part ayant fait l'objet depuis d'un étalement par résultat selon l'IAS 19 précédemment appliquée ;
- IAS 27 : « Etats financiers consolidés et individuels », a fait l'objet d'une nouvelle version le 12 mai 2011, suite à l'application d'IFRS 10, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2014 ;
- IAS 28 : « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises » obligatoire à partir du 1er janvier 2013 ;
- IAS 32 : « Compensation des actifs financiers et des passifs financiers » applicable à partir des exercices ouverts le 1er janvier 2014 ;

- IFRS 9 : « Instruments financiers », applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013 ;
- IFRS 11 : « Partenariats », applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013 ;
- IFRS 12 : « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités », applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013 ;
- IFRS 13 : « Evaluation de la juste valeur », applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013.

2.2. Estimations et jugements

Pour établir ses comptes, le Groupe doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable de certains éléments d'actif et de passif, des produits et des charges, ainsi que les informations données dans certaines notes de l'annexe. Le Groupe revoit ses estimations et appréciations de manière régulière pour prendre en compte l'expérience passée et les autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques. En fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes, les montants figurant dans ses futurs états financiers pourraient différer des estimations actuelles.

Les principales estimations et appréciations retenues sont inhérentes à :

- L'évaluation et la valeur recouvrable des écarts d'acquisition. L'estimation de la valeur recouvrable de ces actifs suppose la détermination de flux de trésorerie futurs résultant de l'utilisation de ces actifs. Il peut donc s'avérer que les flux effectivement dégagés par ces actifs diffèrent sensiblement des projections initiales ;
- L'évaluation des engagements de retraite ;
- La détermination des provisions pour risques et charges compte tenu des aléas susceptibles d'affecter l'occurrence et les coûts des événements constituant le sous-jacent de la provision ;
- Les tests de valeur des actifs basée sur des perspectives de réalisations futures ;
- Les impôts différés.

2.3. Options retenues en matière d'évaluation et de comptabilisation des actifs et des passifs

Certaines normes comptables internationales prévoient des options en matière d'évaluation et de comptabilisation des actifs et des passifs. Dans ce cadre, le Groupe a retenu :

- La méthode d'évaluation au coût historique des immobilisations incorporelles et corporelles et a donc choisi de ne pas les réévaluer à chaque date de clôture ;
- L'option de mise à la juste valeur par résultat conformément à l'option proposée par l'amendement IAS 39.

En l'absence de normes et interprétations applicables à une transaction spécifique, la direction du Groupe fait usage de jugements pour définir et appliquer les principes et méthodes comptables que permettront d'obtenir des informations pertinentes et fiables de sorte que les états financiers :

- présentent une image fidèle de la situation et de la performance financières et des flux de trésorerie du Groupe ;
- traduisent la réalité économique des transactions ;
- soient neutres, prudents et complets dans tous leurs aspects significatifs.

2.4. Méthodes de consolidation

Les sociétés sur lesquelles la société Microwave Vision exerce le contrôle sont consolidées par intégration globale. Le contrôle est présumé exister lorsque la société mère détient, directement ou indirectement, le pouvoir de diriger les politiques financière et opérationnelle d'une entreprise de manière à tirer avantages de ses activités. Les filiales sont incluses dans le périmètre de consolidation à compter de la date à laquelle le

contrôle est transféré effectivement au Groupe alors que les filiales cédées sont exclues du périmètre de consolidation à compter de la perte de contrôle. En intégration globale, le bilan consolidé reprend les éléments du patrimoine de la société consolidante, à l'exception des titres des sociétés consolidées, à la valeur comptable desquels est substitué l'ensemble des éléments actifs et passifs constitutifs des capitaux propres de ces sociétés déterminés selon les règles de consolidation.

Toutes les transactions réalisées entre les sociétés consolidées sont éliminées.
Le Groupe ne détient pas d'entité ad hoc.

2.5. Conversion des états financiers des sociétés étrangères

Les comptes consolidés présentés dans cette annexe ont été établis en euros.

Les comptes des sociétés étrangères hors zone euro sont convertis selon les principes suivants :

- les postes du bilan à l'exception des capitaux propres sont convertis au taux de clôture ;
- les postes du compte de résultat sont convertis au taux moyen de l'exercice ;
- les écarts de conversion résultant de l'impact de la variation des taux de change entre l'ouverture (et/ou la date d'acquisition des sociétés concernées) et la clôture de l'exercice sont inscrits dans la rubrique « Ecart de conversion » et inclus dans les capitaux propres, jusqu'à ce que les actifs ou passifs et toutes opérations en devises étrangères auxquels ils se rapportent soient vendus ou liquidés.

Les taux de conversion Euro / Devises (\$,\$HK, YEN, SEK, £) retenus sont les suivants:

En Euros	\$		\$HK		YEN		SEK		£
	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2012
Taux de clôture	1.32153	1.29483	10.25115	10.0583	113.4945	100.2305	8.6132	8.9206	0.81739
Taux moyen	1.28493	1.39088	9.96115	10.8190	102.4590	110.7420	8.6987	9.0244	0.81085

3. Notes sur le bilan

3.1. ACTIF NON COURANT

3.1.1 Ecart d'acquisition :

En K€	31/12/2011	Augmentation	Diminution	31/12/2012
Ecarts d'acquisition ORBIT	8 050	0	0	8 050
Ecarts d'acquisition ANTENESSA	3 461	0	0	3 461
Ecarts d'acquisition Rainford	0	2 011		2 011
TOTAL	11 511	2 011	0	13 521

Lors d'une acquisition, les actifs, passifs et les passifs éventuels de la filiale sont comptabilisés à leur juste valeur dans un délai d'affectation de douze mois et rétroactivement à la date de l'acquisition.

Le coût d'acquisition correspond au montant de trésorerie, ou équivalent de trésorerie, versé au vendeur augmenté des coûts directement attribuables à l'acquisition.

Des tests de dépréciation sont réalisés annuellement en utilisant la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie futurs sur la base des prévisions d'exploitation existantes portant au minimum sur une période de 4 ans. Les prévisions existantes sont fondées sur l'expérience passée ainsi que sur les perspectives d'évolution du marché et tiennent compte du business plan de l'entreprise.

L'organisation de Satimo Industries ne permet pas de suivre l'unité générale génératrice de trésorerie (UGT) Antenessa. En conséquence, le goodwill Antenessa a été réaffecté en 2010 à l'UGT Satimo Industries. Les deux UGT suivies par le groupe sont désormais Satimo Industries et Orbit /fr et génèrent des flux de trésorerie indépendants.

Sur la base des prévisions et projections existantes des flux de trésorerie avant impôts, la valeur recouvrable a été déterminée en appliquant un taux d'actualisation après impôt de 12%. La valeur terminale a été évaluée sur la base des derniers free Cash flow tels que définis dans les business plan de l'entreprise (année 2016).

3.1.2. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles s'établissent en valeur nette à 38 K€ au 31 décembre 2012.

(en K€)	31/12/2011	Augmentation	Diminution	31/12/2012
Brut	1 185	170	330	1 025
Amortissements	887	100		987
Net	298	70	330	38

Les logiciels, brevets et licences sont comptabilisés au coût d'acquisition. Ils sont amortis sur une durée de 3 à 5 ans en mode linéaire.

Les frais de recherche sont comptabilisés en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Les frais de développement qui remplissent les critères d'inscription à l'actif de la norme IAS38 sont inclus dans les immobilisations incorporelles et sont amortis sur une durée d'utilisation estimée n'excédant pas 3 ans à compter de la date de première commercialisation des produits ou services.

Sans remettre en cause les avancées technologiques de SATIMO, le développement de projets de recherche transversaux avec les équipes de recherche de sa nouvelle filiale ORBIT ne permet plus à l'entreprise d'avoir une lisibilité suffisante sur les projets de recherche développement menés à l'intérieur du Groupe.

Ainsi, l'entreprise ne remplit plus complètement les conditions d'inscription à l'actif de la norme IAS38. Ceux-ci étant complètement refondus dans de nouveaux projets de recherche transversaux dont l'identification des dépenses est impossible à mettre en œuvre.

3.1.3. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles s'établissent en valeur nette à 5 333K€ au 31 décembre 2012.

(en K€)	31/12/2011	Augmentation	Diminution	31/12/2012
Brut	7 507	1 944	818	8 633
Amortissements	3 281	613	594	3 300
Net	4 226	1331	224	5 333

Les immobilisations sont enregistrées à leur coût d'acquisition majoré des frais accessoires de transport et d'installation.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire sur la durée de vie estimée des immobilisations :

Agencements et installations	5 à 10 ans
Matériels et outillages	3 à 7 ans
Matériels de bureau, informatique et mobilier	3 à 10 ans

Les intérêts des emprunts affectés à la construction et à l'acquisition des actifs corporels sont immobilisés dans le coût de l'actif lorsqu'ils sont significatifs.

Le Groupe n'a pas retenu de valeur résiduelle pour ses immobilisations. En effet, la plupart des actifs industriels sont destinés à être utilisés jusqu'à la fin de leur durée de vie et il n'est, en règle générale, pas envisagé de les céder.

Location financement

Le montant total des redevances restant à payer sur les contrats de location longue durée s'élève à 61 875 €.

Détails des crédits baux :

Désignation des biens	Valeur brute des biens	Redevances de l'exercice	Dotations aux amortissements correspondants	Amortissements cumulés	Emprunts restant dus
MIMO	92 813	30 938	30 938	61 875	30 938
SOGELEASE MOBILIER	64 761	8 365	7 686	7 686	57 075
TOTAL	157 574	39 303	38 624	69 561	61 875

Les biens pris en crédit bail ont été retraités afin d'apparaître en immobilisations corporelles à l'actif du bilan avec comptabilisation en contrepartie d'un emprunt au passif du bilan diminué de l'avance preneur. Un amortissement linéaire a été comptabilisé en référence à la durée de vie économique du bien.

Les frais de location simple sont comptabilisés en charge de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

3.1.4. Actifs Financiers non courants

Ils comprennent les titres de participations non consolidés, ainsi que les cautions. Leur valeur est révisée à chaque clôture, et une dépréciation est appliquée si nécessaire.

3.1.5. Actifs d'impôts non courants

Des impôts différés sont comptabilisés lorsqu'il existe des décalages temporaires entre la base imposable et la valeur en consolidation des actifs et passifs.

Les actifs d'impôts différés sont reconnus dès lors qu'il est probable que l'entreprise disposera d'un bénéfice imposable sur lequel elle pourra imputer une différence temporelle déductible.

Les actifs et passifs d'impôts sont évalués en utilisant le taux d'impôt et les règles fiscales applicables au 31 décembre 2012, soit :

France :	33,33 %
USA :	47%
Hong Kong :	17%
Italie :	27,50%
Royaume Uni :	24%

Le taux d'impôt de chacun des pays est identique à celui retenu au cours de l'exercice précédent.

Par cohérence avec la présentation des comptes américains au NASDAQ, les crédits d'impôts générés au titre de la période n'ont pas été activés pour le groupe ORBIT.

La synthèse des actifs d'impôts différés non courants est la suivante :

Libellés (En K€)	31.12.2012	31.12.2011
Déficit MICROWAVE VISION SA	249	357
Déficit SATIMO INDUSTRIES	1 310	2 236
Déficit ORBIT	1 072	1 072
Décalage temporaire ORBIT	785	356
Retraitement Amortissement frais de R&D		
Décalage temporaire SI		7
IDR	54	41
Autres	12	0
TOTAL	3 482	4 069

3.2 Actif courant

3.2.1 Stocks

Les stocks de matières et composants et les stocks de produits intermédiaires et finis sont valorisés à leur coût historique (coût d'acquisition ou coût de production).

Les produits intermédiaires et finis, intègrent en plus du coût historique des approvisionnements, la main d'œuvre valorisée au taux horaire moyen.

Une provision est constituée si la valeur de réalisation à la clôture de l'exercice est inférieure à ce coût historique.

Au 31 décembre, les stocks se décomposaient comme suit :

Matières premières et approvisionnements	5 221 783 €
Produits intermédiaires et finis	664 477 €

Les matières premières et approvisionnements sont provisionnés à hauteur de 157 668€

3.2.2. Créances clients et comptes rattachés

En K€	31/12/2011	Variation	31/12/2012
Valeur Brute	20 066	2406	22 472
Dépréciation	341	155	496
Valeur Nette	19 725	2 251	21 976

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

La part de factures à établir dans les comptes clients s'élevait à 7 751K€ au 31 décembre 2012. La méthode d'évaluation de celles-ci est décrite dans le paragraphe « Chiffre d'affaires »

Une dépréciation est pratiquée si la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable lorsque la créance devient douteuse, soit par suite de mise sous contrôle judiciaire ou par le fait d'existence de litiges commerciaux.

En dehors de ces causes identifiées de non paiement, certaines créances présentant des incertitudes de recouvrement sont provisionnées par application d'un taux de dépréciation issu de l'observation statistique de leur risque de non recouvrement, du contexte de chaque marché et des volumes de créances.

En ce qui concerne la France : 297 439 €
 Hong Kong : 126 943 €
 Rainford 71 475 €

3.2.3. Autres créances et actifs courants

en K€	31/12/2011	31/12/2012
Actif d'impôts différés	620	1 035
Autres créances	2 280	2 260
Charges constatées d'avance	164	297

Au 31 Décembre 2012, les impôts différés actifs correspondent à des créances d'impôts sur le palier ORBIT.
 Au 31 Décembre 2012, la trésorerie s'élevait à 5 633 K euros, dont 1 854 K euros placés sous forme de DAT

3.3.Capitaux Propres

3.3.1.Capital social et primes d'émission

Nb actions	31/12/2011	31/12/2012
Actions ordinaires	3 555 945	3 555 945

3.3.2.Actions propres

	31/12/2011	31/12/2012
Nombre d'actions propres	3 277	2 475
Actions propres - en Euros	27 138	23 111

Au 31 décembre 2012, les règles en vigueur sur le marché Alternext permettent la détention d'actions propres dans le cadre d'un contrat de liquidité. Les actions propres sont inscrites pour leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Les résultats nets de cession de ces titres sont imputés directement dans les capitaux propres et ne contribuent pas au résultat de l'exercice.

3.3.3 Capital potentiel

Le recensement des titres donnant accès au capital existants au 31 décembre 2012 peut se présenter comme suit :

	BSA
Date de l'assemblée générale	31oct06
Date du conseil d'administration	26 fév 2007
Nombre de titres émis	8000
Nombre de bénéficiaires	1
Prix d'exercice	23,20
Date limite d'exercice	26 fév 2017
Nombre de titres en circulation au 31/12/2011	8 000
Nombre de titres exercés sur la période	0
Nombre de titres en circulation au 31/12/2012	8 000

Répartition du capital social

A la connaissance de la société, la répartition du capital est la suivante :

	Nb d'actions	% capital	Nb DDV	% DDV
Salariés	653 403	18%	1 218 501	23 %
Investisseurs	2 229 758	63%	3 163 360	61 %
Particuliers	672 784	19%	802 974	16 %

Dans l'hypothèse où les bons et les options de souscription d'actions seraient exercés, l'incidence sur la répartition du capital serait la suivante :

	Nb d'actions	% capital	Nb DDV	% DDV
Salariés	661 403	19%	1 226 501	24 %
Investisseurs	2 229 758	63%	3 163 360	61 %
Particuliers	672 784	18%	802 974	15

3.3.4. Dividendes

La société n'a procédé à aucune distribution de dividendes durant l'exercice.

3.3.5. Réserves

Cf tableau des capitaux propres.

Les réserves correspondent à la part revenant au Groupe dans les résultats consolidés accumulés de toutes les sociétés comprises dans le périmètre de consolidation, nets des distributions.

3.4. Trésorerie

L'objectif principal du Groupe en terme de gestion de son capital est de s'assurer du maintien d'une bonne notation du risque de crédit propre et des ratios sur capital sains, de manière à faciliter son activité, maximiser la valeur pour les actionnaires et permettre de réaliser des opérations de croissance externe. Le Groupe gère la structure de son capital et procède à des ajustements en regard de l'évolution des conditions économiques. C'est dans ce cadre que pour financer son activité le Groupe gère son capital en utilisant un ratio égal à l'endettement net divisé par les capitaux propres. Le Groupe inclut dans l'endettement net les dettes financières (en excluant le factoring), la trésorerie et les équivalents de trésorerie, hors activités abandonnées.

En K€		31/12/11	31/12/12
A.	Trésorerie	4 537	3 779
B.	Instruments équivalents		
C.	Titres de placements	50	1 854
D.	Liquidités (A+B+C)	4 587	5 633
E.	Créances financières à court terme		
F.	Dettes bancaires à court terme	-971	
G.	Part à moins d'un an des dettes à moyen et long terme	- 1 527	- 815
H.	Autres dettes financières à court terme		
I.	Dettes financières à court terme (F+G+H)	-2 498	-815
J.	Endettement financier/excédent net à court terme (I-E-D)	2 089	4 818
K.	Emprunts bancaires à plus d'un an	-955	-5521
L.	Obligations émises		
M.	Autres emprunts à plus d'un an		
N.	Endettement financier net à moyen et long terme (K+L+M)	-955	-5521
O.	Endettement financier net (J+N)	1 134	- 703
Capitaux propres consolidés		34 766	37 297

Ratio d'endettement net sur fonds propres

0% 1.8%

Le groupe bénéficie des lignes de crédit court terme suivantes :

Crédits de trésorerie (caisse, Dailly, MCNE)	2 778 K€
Avances sur marchés publics	0 K€
Cautions	6 682 K€
Divers	0 K€

Au 31 décembre 2012, les lignes de crédit de trésorerie n'étaient pas utilisées.

3.5. Passif non courant**3.5.1. Dettes financières**

en K€ Evolution des dettes financières (hors factoring) :	
31 décembre 2011	2 748
Souscription	5 512
Remboursement	-1 782
31 décembre 2012	6 478

en K€ Nature des dettes financières :	
Emprunts bancaires & participations	6 478
Découverts	0
31 décembre 2012	6 478

Les intérêts courus s'élèvent à 287 K€ au 31/12/2012.

Les principales caractéristiques des emprunts et dettes financières sont détaillées dans le tableau ci-

Nature	Nominal (En K€)	31/12/2012	A - d'1 an	A + d'1 an	Taux
Emprunt Orbit SG CIC OSEO	6 000	615	615	0	Euribor 3 mois + 2.17%
Anvar	500	500	200	300	0%
Emprunt Participatif 2012	5 221	5221		5221	Euribor 3 mois + 2.7%
		6 336	815	5 521	

dessous :

3.5.2. Provision non courant

3.5.2.1. Provisions pour risques et charges

(En K€)	31/12/2011	Dotation	Reprise	31/12/2012
Provisions pour garanties	169	86	52	203
Total	169	86	52	203

Les charges de garanties sont isolées analytiquement au cours de chaque exercice. Elles incluent les temps passés et les matériels qui ont été utilisés pour les besoins de la garantie. Le montant de la provision est déterminé en appliquant au chiffre d'affaires de l'exercice le même pourcentage que celui constaté en rapportant les dépenses de garantie de l'exercice au chiffre d'affaires de l'exercice précédent.

Les provisions pour risques concernent les risques probables sur les procès en cours, litiges et actions prud'homales connus à la date d'arrêté des comptes. Ces provisions ont été évaluées, soit sur la base de leur résolution intervenue dans l'intervalle, soit sur un montant estimé prudent par nos conseils. En l'absence de litige de cette nature, aucune provision de ce type n'a été constatée.

3.5.2.2. Indemnités de fin de carrière

La valorisation des engagements est conforme aux législations locales en vigueur. Ainsi, pour les engagements relatifs à Microwave Vision et SATIMO Industries, les hypothèses de construction des indemnités de fin de carrière sont les suivantes :

En % - Hypothèses	31 décembre 2012
Taux d'actualisation	2.5%
Taux d'augmentation des salaires	3%
Age de départ à la retraite	62 ans

Il n'existe pas de placement couvrant ces engagements auprès d'un organisme financier.

En ce qui concerne ORBIT, la charge comptabilisée au titre du présent exercice s'élève à 50 K\$ converti pour 36K€ au cours de clôture du 31/12/2012. En ce qui concerne Microwave Vision et Satimo Industries, Une provision complémentaire de 72 K€ est comptabilisée en 2012. La provision retraite est de 188 K€ au 31/12/2012.

La provision de l'établissement italien s'élève à 225K€.

3.6. Passif courant

3.6.1. Autres passifs courants

en K€	31/12/2011	31/12/2012
Dettes sociales et fiscales	1 711	2 940
Produits constatés d'avance	4 717	3 535
Avances et acomptes reçus sur commande	1 655	110
Divers	0	-182
TOTAL	8 083	6 403

4. Notes sur le compte de résultat

4.1. Chiffre d'affaires

- **Vente de produits et vente d'études :**

Le chiffre d'affaires est pris en compte au fur et à mesure conformément à la norme IAS37 relative aux contrats de construction.

Des produits à recevoir (travaux non facturés) ou des produits constatés d'avance sont enregistrés sur la base du chiffre d'affaires total estimé et du degré d'avancement constaté par affaire (prix de revient total réalisé à la clôture de l'exercice par rapport au prix de revient total prévisionnel à la fin du contrat) pour constater l'écart entre la facturation et le chiffre d'affaires calculé à l'avancement.

Le montant des produits comptabilisés sur les contrats terminés ou en cours de réalisation est porté sur la ligne Chiffre d'Affaires.

Dans le cas où une perte à terminaison est envisagée, cette perte est constatée par la voie d'une provision pour risques sous déduction de la perte à l'avancement déjà constatée.

Aucun actif et aucun passif n'est constaté au titre des contrats commerciaux.

- **Maintenance**

Les contrats de maintenance sont facturés à date anniversaire et une fois par an en général. Le produit pris en compte dans le résultat est le prorata temporis de la valeur du contrat. Des produits constatés d'avance sont enregistrés pour la part non échue de ces contrats.

4.2. Charges opérationnelles courantes

Les achats consommés sont passés de 36% à 32% du chiffre d'affaires.

Le poids des charges de personnel a augmenté de 2,3% en passant de 33,3% à 35,6% du chiffre d'affaires.

Les impôts et taxes sont stables à 1% du chiffre d'affaires.

Les autres produits et charges courantes sont constitués principalement de sous-traitance et achats de prestations, de frais de déplacement et de frais de locations immobilières. Leur poids passe de 20,9% du chiffre d'affaires à 20,4%.

L'évolution de ces différents postes est liée aux gros efforts de l'ensemble des équipes du groupe qui s'est attaché à réaliser un maximum d'économies. De gros efforts ont également porté sur les coûts de production, et les résultats annoncés en 2011 sont présents en 2012.

Les dépenses de R&D se sont élevées à 5 306 K€ au cours de l'exercice 2012. Elles sont essentiellement constituées de frais de personnel.

Le crédit d'impôt recherche s'élève à 1 239 K€ au 31 décembre 2012, contre 979 K€ au 31 décembre 2011.

Autres produits et charges opérationnelles

Les autres produits et charges opérationnels s'élèvent à 62 K euros.

4.3. Charge liée aux plans de stock options

La norme IFRS2 prévoit, entre autres, que toutes les transactions réglées en instruments de capitaux propres devront être reflétées dans les états financiers au moment où le service correspondant est rendu.

La société a procédé à la valorisation de ces instruments en retenant le modèle de Black & Scholes.

Le Conseil d'Administration n'a procédé à aucune émission d'option au cours de l'exercice 2012.

4.4. Résultat financier

(en K€)	31/12/2011	31/12/2012
Coût de l'endettement financier net	353	386
Autres produits et charges financiers	-187	76
Résultat Financier	166	462

Le coût de l'endettement financier provient principalement du remboursement des intérêts liés aux emprunts souscrits pour l'acquisition d'ORBIT, d'ANTENESSA et de l'emprunt 2012 souscrit pour l'acquisition de RAINFORD.

4.5. Impôts sur les sociétés

La société mère du Groupe, la société Microwave Vision S.A., applique la loi fiscale française qui prévoit un taux d'impôt sur les sociétés de 33,33% au 31 décembre 2012. Les actifs et passifs d'impôts différés pour les entités sont calculés en utilisant les taux anticipés pour 2011 et 2012. Les entités étrangères appliquent le taux d'imposition applicable dans leur pays d'établissement.

(en K€)	31/12/2011	31/12/2012
Impôts exigibles	656	481
Impôts différés	716	81
TOTAL	1 372	562

Pour les impôts différés, voir paragraphe 4.5

Le tableau ci-après présente un rapprochement entre la charge d'impôts théorique en appliquant le taux d'impôt en vigueur en France au 31 décembre 2012 et la charge d'impôt comptabilisée.

En K€	
Bénéfice avant impôts et intérêts minoritaires	3 309
Taux théorique d'impôts sur les sociétés	33%
Charge théorique d'impôt sur les bénéfices	1 103
Effet des différentiels de taux d'imposition, des modifications de législations fiscales et diverses	-155
Différence temporaires	-95
Pertes générées durant l'exercice reportables non activées	58
Activation des déficits	-129
	0
Frais de RD	0
Crédit d'impôt recherche 2011	-231
Autres éléments	11
Ecart expliqué	562

4.6. Résultat par action

	Avant dilution	Après dilution
Résultat net part du groupe	2 503 K€	2 503 K€
Nombre de titres	3 555 945	3 563 945
Résultat net par action	0.7038 €	0.7023 €

4.7. Ecart de change

Nous constatons un gain de change au 31/12/2012 pour un montant de 148 794 Euro et une perte de change négative de 267 750 Euro.

5 Informations sectorielles

Le premier niveau d'information sectorielle pour le Groupe est organisé par secteurs d'activités, le second par zones géographiques.

Le Groupe découpe son activité par secteurs géographiques, en deux secteurs reflétant la structure de gestion et d'organisation interne selon la nature des produits et services fournis :

- Un secteur reprenant l'activité à base d'instrumentation mono-capteur
- Un secteur à base d'instrumentation multi-capteurs.

Ces activités se déclinent géographiquement en trois zones géographiques :

- Europe
- Amérique du nord
- Asie

La société ne dispose pas du système d'information lui permettant d'éclater le résultat par zone géographique.

5.1. Compte de résultat sectoriel

En K€ 31 décembre 2012	Multi-capteurs	Mono-capteur	Consolidés
Chiffre d'affaires	21 920	24 438	46 358
Résultat Opérationnel courant	2 991	843	3 834
Résultat Financier	-389	-74	-463
Résultat Net	2 110	638	2 748

En K€ 31 décembre 2011	Multi-capteurs	Mono-capteur	Consolidés
Chiffre d'affaires	21 617	22 367	44 044
Résultat Opérationnel courant	3 027	126	3 153
Résultat Financier	-118	-48	-166
Résultat Net	1 980	-403	1 577

5.2. Bilan sectoriel

En K€ 31 décembre 2012	Multi-capteurs	Mono-capteur	Consolidés
Actif non courant	11 649	11 067	22 716
Actif courant	22 767	14 804	37 571
Passif non courant	7 060	80	7 140
Passif courant	7 882	7 969	15 851

En K€ 31 décembre 2011	Multi-capteurs	Mono-capteur	Consolidés
Actif non courant	9 411	11 000	20 411
Actif courant	19 833	12 483	32 316
Passif non courant	3 164	82	3 244
Passif courant	8 042	6 675	14 717

5.3. Chiffre d'affaires par destination

en K€	31-déc-11 12 mois	31-déc-12 12 mois
Europe	9 708	11 513
Amérique du nord	16 233	11 483
Asie	18 103	23 362
TOTAL	44 044	46 358

Les chiffres d'affaires sont répartis en fonction de la localisation de l'entité réalisatrice du chiffre d'affaires.

6. Informations relatives aux parties liées

6.1. Identification des parties liées

Il n'existe pas d'entreprise associée ou de coentreprise.

Les principaux dirigeants de Microwave Vision sont :

Philippe GARREAU (Président directeur général)

Arnaud GANDOIS (Directeur général délégué)

Luc DUCHESNE (Directeur général délégué)

Gianni BARONE (Directeur commercial)

Pascal GIGON (Directeur financier) exerce sa fonction au travers de la structure GFC

Eric BEAUMONT (Directeur de la stratégie)

6.2. Conventions

Dans le cadre de la convention de prestations d'assistance et de services entre MICROWAVE VISION S.A. et ses filiales, MICROWAVE VISION S.A. facture à ses filiales un montant basé sur le budget annuel de l'ensemble des coûts de ses directions fonctionnelles. Au titre de l'exercice 2012, les montants facturés au titre de cette convention s'établissent à 6 216 K€. S'agissant de prestations internes au groupe, elles sont éliminées dans le processus de consolidation.

Il en est de même pour la convention de trésorerie avec SATIMO Industries dont les intérêts sont neutralisés en consolidation.

6.2.1. Relations avec les principaux dirigeants

6.2.1.1. Rémunération des mandataires sociaux : Président du conseil d'administration et Directeurs Généraux Délégués

Ces rémunérations s'élèvent à 491.035€ au titre de leurs contrats de travail.

Aucun jeton de présence n'est versé aux membres du conseil d'administration.

Dans la rémunération des mandataires sociaux, nous pouvons préciser que Mr GARREAU perçoit un avantage en nature automobile à court terme pour un montant annuel de 3.240 euros. Toutes autres catégories d'avantages postérieurs à l'emploi, autres avantages à long terme, indemnités de fin de contrat et paiements divers en actions ne sont pas applicables par la société.

6.2.1.2. Plans d'options de souscription d'actionset BSA

Les plans d'options de souscription d'actions et les Bons de Souscription d'Actions concernent les cadres dirigeants et les personnels clés de l'entreprise.

Principales caractéristiques des 8.000 Bons de souscription d'actions émis par le conseil d'administration lors de sa séance du 17 février 2007 :

- chaque BSA donne droit à la souscription d'une action ordinaire de la société Microwave Vision d'une valeur nominale des 0,20 euros ;
- prix unitaire d'émission des BSA : 2,32 euros ;
- prix unitaire de souscription de l'action : 23,20 euros ;
- délai d'exercice : 26 février 2017.

7. Autres informations

7.1. Gestion des risques financiers

Facteurs de risque

En conformité avec IAS 1, les risques potentiels auxquels est exposé le Groupe sont exposés ci-après :

- Risques de taux
- risques de change
En l'absence de couverture de change prise par le groupe, les comptes consolidés du groupe MICROWAVE supportent l'intégralité des effets de change.
- risques commerciaux

Compte tenu de la répartition géographique des ventes, notamment vers l'Asie, la mise en œuvre de certaines procédures de recouvrement peut être difficile. Une attention particulière est portée sur l'estimation de ce risque.

7.1.1. Exposition au risque de taux

Le Groupe est exposé à des risques de taux de change et risques de taux d'intérêt. Les principaux instruments financiers du Groupe sont constitués d'emprunts bancaires et de découverts auprès des banques et de trésorerie. Par ailleurs, le Groupe détient des actifs et passifs financiers tels que des créances et dettes commerciales qui sont générées par ses activités.

La politique du groupe est de n'opérer sur les marchés financiers qu'à des fins de placement temporaires non risqués pour sa trésorerie excédentaire.

7.1.2.Exposition au risque de change

Le Groupe ne couvre pas son risque de change.

7.2.Engagements hors bilan

Nantissement du fonds de commerce sis sur la commune de Villebon-sur-Yvette (91140), 17 avenue de Norvège, à hauteur de 6.000 K€ en second rang à la Société Générale, au CIC et à OSEO Financement à hauteur de 1.000 K€.et Nantissement du fonds de commerce sis sur la commune de Villebon-sur-Yvette (91140), 17 avenue de Norvège, en second rang à hauteur de 5.300 K€ en principal, accordé au CIC, et à la Société Générale.

7.3.Droit Individuel à la Formation (DIF)

Au titre du droit individuel à la formation, le volume d'heures de la part ouverte mais non consommée des droits est de 7.631 heures au 31 décembre 2012.

L'autre avantage à long terme (IAS 19) pouvant être accordé par le Groupe concerne les médailles du travail. Cet avantage n'a pas été estimé du fait de l'âge moyen du personnel salarié.

7.4.Honoraires versés aux auditeurs

Au titre de l'exercice 2012, le groupe a versé 337 895 euros à ses auditeurs comptables.pour l'ensemble des sociétés du périmètre de consolidation

7.5.Effectifs moyens par Catégories au 31 Décembre 2012 :

Cadres:	231
Non cadres :	76
TOTAL :	307

7.6.Evenements significatifs de l'exercice

L'année 2012 a été marquée par une activité en vente de système de mesure d'antennes soutenue en Europe et en Asie alors que dans le même temps nous observions un ralentissement de l'activité aux Etats-Unis essentiellement en provenance d'organismes étatiques.

L'année 2012 a été marquée par l'acquisition de la société REMC en Angleterre traduisant la volonté du groupe de développer son activité dans le secteur de la compatibilité électromagnétique et cela sur les trois continents.

L'année 2012 a vu ses efforts, au sein du département Recherche et Développement, significatifs portés leur fruits et cela s'est traduit par une augmentation de la demande des clients au dernier trimestre 2012.

L'année 2012 a aussi été marquée par la volonté affirmé du groupe de présenter son activité dans ses quatre business unit. Au delà de la première business unit (AMS « AntennaMeasurement System ») qui continue son parcours de croissance grâce à l'arrivée de nouveaux produits, deux autres business unit (EMC « Electromagnetic Compatibility » et EIC « Environmental and Industrial Control ») présentent de véritables leviers de croissance pour notre groupe. Finalement l'activité au sein de la dernière business unit (NSS « National Security and Healthcare») a fait l'objet d'investissement notamment en ingénieurs chargés de la valorisation technologique.

L'année 2012, année de croissance de surcroît, a aussi été marquée par une amélioration notable de la marge brute d'exploitation. Cette dernière a été épurée des coûts exceptionnels observés sur certains contrats américains en 2011. Elle s'améliore aussi compte tenu des efforts d'optimisation des coûts de production opérés dans la filiale SATIMO. De plus, l'intégration dans les comptes des cinq premiers mois d'activité de la société REMC au sein du groupe MVG a aussi contribué à améliorer cette marge.

L'année 2012 concrétise ses objectifs d'amélioration de sa marge brute d'exploitation, de son EBITDA et de l'EBITA et voit une progression très significative de sa marge nette comparée à l'année 2011.